

# Introduction

---

Gabriel Wackermann

La marche vers l'internationalisation, puis la mondialisation (Wackermann, 1995 et 2007 ; Wackermann [dir.], 2006) ont accéléré l'exploitation outrancière des ressources du globe et le développement anarchique de celui-ci (figures 1 et 2). Elles ont aussi suscité *la prise de conscience des risques vitaux encourus par l'humanité, dont une partie a succombé à l'hystérie consumériste, tandis que l'autre est en proie à une pauvreté que les nantis ne sont pas prêts à juguler avec efficacité* (Laudicia, 2005). Cette marche s'est inscrite *grosso modo* dans un mouvement exponentiel qui ne permet plus guère à qui que ce soit d'y échapper. Alors que l'internationalisation s'est inscrite dans une compétition de plus en plus âpre entre États, la mondialisation, affirmée depuis les années 1980, a soumis les États à des mécanismes de marché qu'ils ne parviennent plus à maîtriser à eux seuls : les « IDE », flux de capitaux, ont déjà progressé de plus de 600 % en 1997, devenant le moteur de l'intégration des économies, participant à la création d'une espace économique mondial (Gauchon, 1997) dont le taux d'ouverture de l'économie mondiale a atteint environ 30 % au début du XXI<sup>e</sup> siècle.

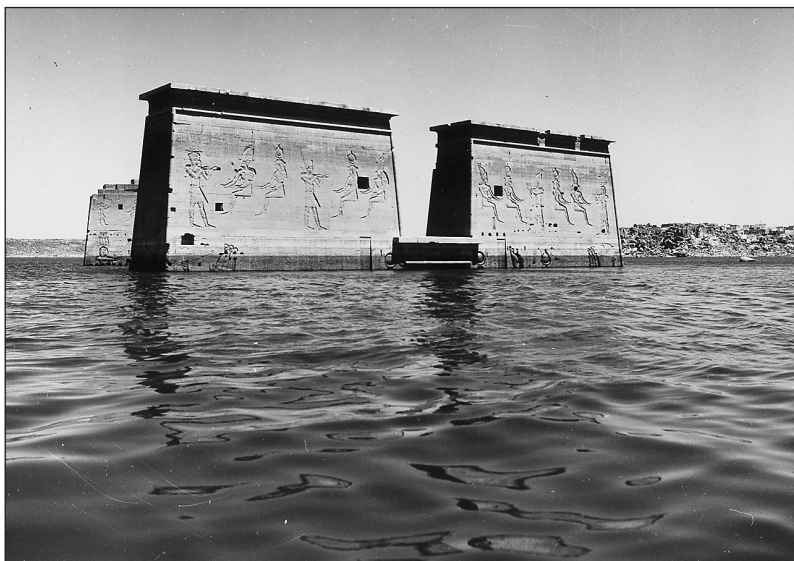


Figure 1. Éléments de développement réadapté sans vision durable.  
Le temple dédié à la déesse Isis mis sous eau dans le cadre de la construction du barrage d'Assouan, avant son transfert sur l'îlot voisin d'Agilkia, à l'abri du Nil. Mais le barrage d'Assouan ne répond guère aux impératifs d'un développement durable (cliché Unesco).

Patricio Randle, faisant l'approche des étapes de la mondialisation dans une vision d'homme des « Sud » – il est universitaire argentin –, a observé la déterritorialisation avec la crise de la géographie, la dénationalisation avec la crise de l'État, l'économie globale, la mondialisation de la politique avec la perte des indépendances nationales qui ont conduit à la globalisation et à la mort des cultures en tant que mode de pensée de chaque peuple (Randle, 1999).

La mondialisation est la résultante des inégalités socio-spatiales accumulées sur le globe depuis des siècles, accélérées depuis la révolution industrielle et démultipliées depuis la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Instabilités sociales (figure 3), insécurités de toute nature, terrorisme et mouvements mafieux, dérives inhérentes au chômage et à la drogue ont déstabilisé le développement en cours, de facture principalement productiviste. *Des relations sociales apaisées sont indispensables à tout développement durable.*

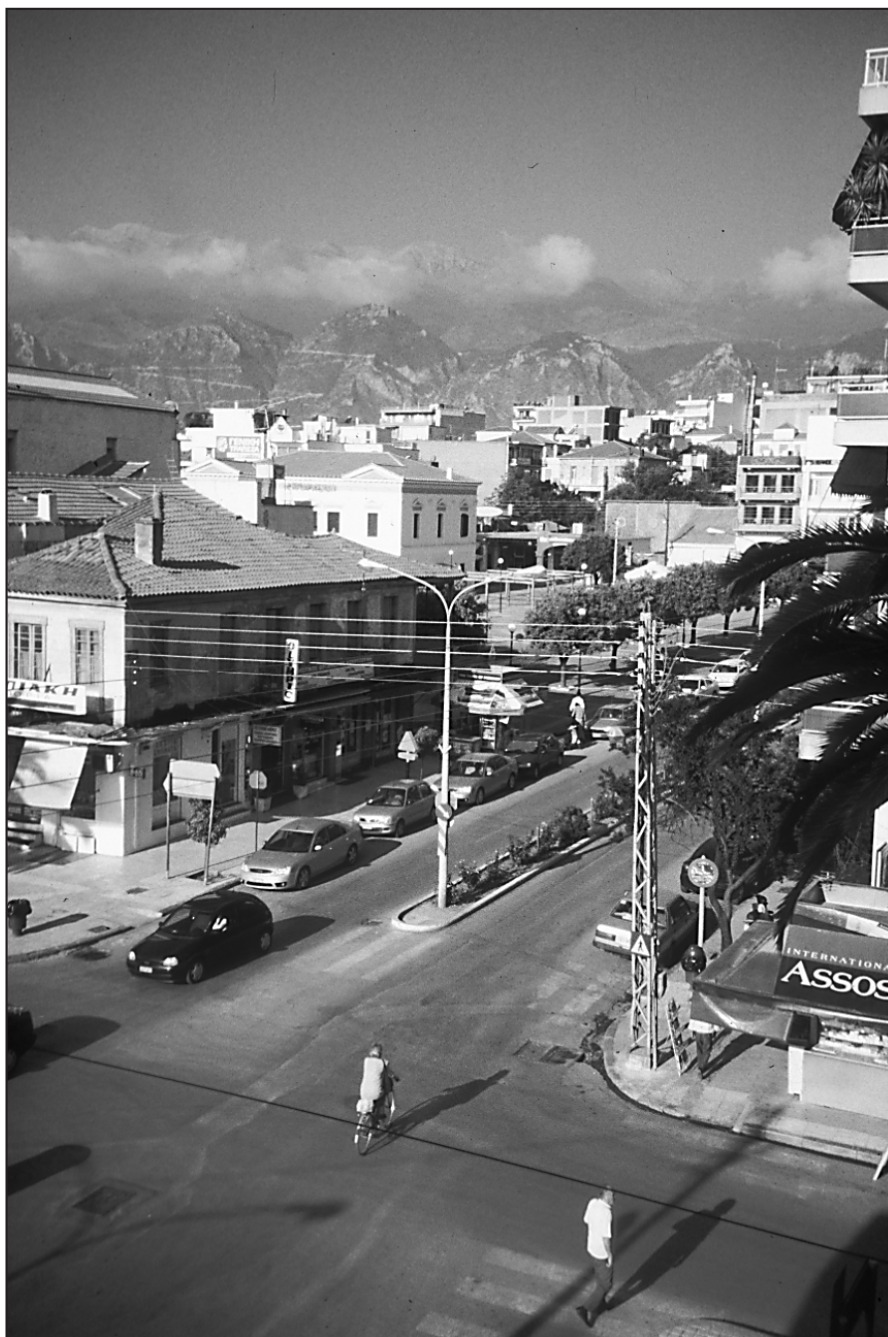


Figure 2. De paysage à base lacédémonienne à la ville postmoderne de Sparte. De paysages ruraux rappelant Lacédémone, on passe à la ville actuelle de Sparte obérée par une croissance anarchique.



Figure 3. Une ZUP, expression de fractures sociales : le quartier HautePierre à Strasbourg, et la « bunkerisation » de la pharmacie sur l'aire dédiée initialement au déploiement du centre commercial, répercussion du chômage, de la fracture sociale et de l'insécurité.

À cet effet, la Triade constitue l'ancrage régional des détenteurs du pouvoir réel ; les pays qui la composent n'échappent pas, toutefois, loin de là, à la fracture sociale, le taux d'exclus de la croissance n'y cessant d'augmenter. Si, à l'époque de la mondialisation, la pauvreté a reculé globalement sur le globe, celle-ci s'est accentuée depuis les années 1980 dans les États occidentaux. Le développement des politiques ultralibérales, telles qu'elles ont été menées par Ronald Reagan aux États-Unis et Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, ayant eu comme pivot le déploiement du capitalisme financier, a amplifié le fossé séparant riches et pauvres. L'État providence, qui a conduit l'Occident et encouragé l'économie sociale de marché durant les trois décennies précédentes, le « *welfare state* », n'est plus à même d'écarter sensiblement les multiples dérèglements du fonctionnement sociétal. La dure réalité des faits et des chiffres actuels, qui interroge la vraie nature et la vraie finalité du développement, a dissipé toute utopie inhérente encore aux soi-disant trente Glorieuses, nom donné en 1979 par Jean Fourastié aux trente années de croissance de l'économie française entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et 1975.

Les partisans du profit immédiat font croire aux mirages, aux effets systématiquement positifs des performances technologiques : ainsi, ils omettent très astucieusement de signaler, par exemple, que, lorsque l'Europe importe par

avion, à des prix imbattables, des légumes du Chili, la production de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère au cours du transport est une lourde charge pour la collectivité qui, pour être éliminée, coûte bien davantage que l'économie réalisée par la seule transaction. N'est pas non plus acceptable, le marchandage mercantile qui consiste à donner bonne conscience aux « producteurs » de CO<sub>2</sub>, en leur permettant de compenser les rejets excessifs de ce gaz par le financement volontaire d'un projet d'énergie renouvelable, une boîte de Pandore offerte à tous les voyous capitalistes et autres du globe.

Le fait de soumettre les agriculteurs, notamment ceux des pays en développement, aux exigences des promoteurs des organismes génétiquement modifiés (OGM), entraîne une fragilisation économique sensible, dans la mesure où ces paysans n'ont plus la possibilité d'utiliser leurs propres semences, étant obligés, chaque année, d'acheter les semences sur un marché mondial orchestré par les tenants des OGM; *la mise en dépendance permanente devient une nouvelle sujétion.*

*La pensée unique en économie comme en politique conduit inexorablement au dogmatisme et à l'endoctrinement, origine et finalité voulues par la mise en œuvre de cette démarche, médiatisation à l'appui, entreprise par les milieux dominants.* Fort dangereuse, elle est à même de conduire au terme de la fracture à la désintégration sociale, preuve évidente du fait que la maîtrise de la nature n'a pas été exercée à bon escient. Destructrice, cette fausse maîtrise ne saurait conduire qu'à une situation apocalyptique. D'ores et déjà, alors que les déserts occupent un quart environ des terres émergées, qu'une personne sur six est « naufragée du développement » et vit dans l'un des cinquante États dont le niveau de vie régresse, la plupart des sociétés du globe sont minées par la mauvaise gouvernance et/ou des conflits plus ou moins meurtriers, « posant un défi moral et politique à un monde interdépendant » (OCDE, 2007). La moitié environ de la population mondiale est réduite à un revenu de moins d'1,50 € par jour ; et sa survie, déjà précaire, est étroitement liée à l'existence d'un milieu aussi « naturel » que possible ; or, l'économie dominante actuelle offre exactement l'inverse : ainsi, les « troubles » induits par le réchauffement de la planète vont s'amplifier sur le plan démographique à l'horizon 2050, par l'existence d'un milliard environ de migrants.

Mais éliminons aussitôt un terme comme celui relatif à « la fin de l'histoire », aussi ambigu qu'inutile, et prenons conscience du constat livré par l'observation de l'évolution des rapports de plus en plus périlleux entre les sociétés et leur environnement, pour tenter de remonter une pente, une démarche à présent difficile.

Cette action pénible est pourtant devenue une ardente obligation, d'une grande urgence, sous peine de cataclysme. *L'humanité* s'est certes rendue maîtresse de la distance qu'elle est parvenue à réduire de manière drastique; elle a *galvaudé le temps*, à tel point qu'il est désormais compté, après plus d'un siècle de destruction systématique d'espace, de conditions de vie, de richesses naturelles, d'écosystèmes, de valeurs culturelles (figures 4 à 6)...

À tel point qu'il ne lui reste plus qu'un petit demi-siècle pour tenter de s'en sortir par la mise en place de moyens efficaces destinés à préserver son existence dans des conditions honorables, par la «*recréation*» de relations viables à long terme entre les sociétés et les individus d'une part, leur environnement d'autre part (figures 7 et 8). En attendant, les risques encourus, à la fois d'ordre physique et anthropique, se multiplient en s'aggravant (Wackermann, 2005), à tel point que nous pourrions presque parler d'une civilisation mondiale au risque généralisé. Un risque qui met constamment en cause les efforts de consolidation du développement, qui est pratiquement antinomique à ce dernier, dès lors qu'il n'est pas pris en compte dans les mesures destinées à l'éviter ou à le cerner de façon telle qu'il est inclus dans les projets de développement à long terme.

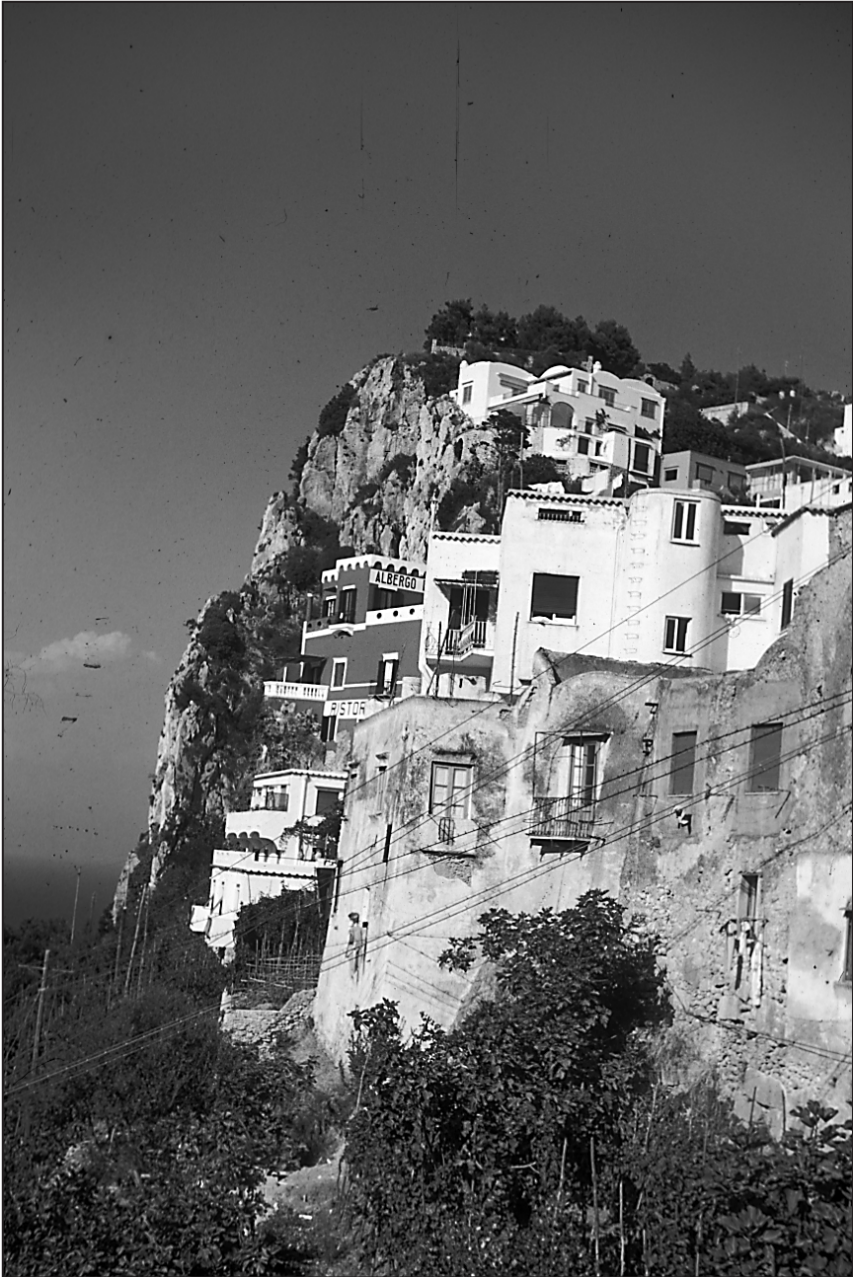


Figure 4. Capri, en 1960, qui continue à fasciner le visiteur depuis l'Antiquité. Espoir d'un urbanisme et d'un tourisme à long terme.



Figure 5. Importance de la mémoire patrimoniale. Prague, fin juillet 1990 : accélération de la rénovation urbaine à Prague.



Figure 6. Musée de plein air au Danemark.  
Une préservation patrimoniale : la maison rurale.



Le basculement consécutif aux secousses induites par l'internationalisation, puis la mondialisation, les profondes ruptures sociétales qui se sont ensuivies, ont entraîné, outre les transformations de la totalité des secteurs d'activité et des profils humains, d'amples mutations sociétales. Ils ont modifié sensiblement la notion de valeur et la hiérarchie des valeurs, les concepts de solidarité, relativisé les absolus, tant culturels que religieux, sociaux et économiques, réorienté les conceptions de vie, la perception des choses et des êtres, la prise de conscience des faits. Ils ont aussi déplacé, minimisé, accentué, neutralisé, suscité les barrières intrasociétales (Laufhütte & Lüdeke, 2002 ; Kramer, 2007). La problématique du développement durable s'en ressent.

*Michel Houdu et Hyacinthe Ravet mettent tout particulièrement l'accent sur l'une des causes contemporaines majeures des dysfonctionnements sur la surface terrestre, celle qui oppose les agissements financiers aux exigences sociales fondamentales: « Le décalage des temporalités (entre le très court terme du jeu financier et le développement social à long terme), des objectifs et des intérêts en jeu (intérêts particuliers versus intérêt général), la question des investissements notamment (nécessaires aux pays en voie de développement mais incompatibles avec une rentabilité immédiate), constituent autant de sources d'inquiétudes ou, pour le moins, d'interrogations sur l'avenir de la planète » (Houdu & Ravet, 2005, p. 83). *La nature, dans son évolution et pour durer, requiert du temps ; le développement aussi.**

La mondialisation a entraîné les firmes et secteurs d'activité dans une course souvent folle vers le gigantisme (Wackermann, 2006, p. 273-356). La croissance démographique – 9 milliards d'habitants annoncés pour environ 2025 –, qui la sous-tend, l'extraordinaire mobilité des personnes et des biens (Bonnaïfous, 1999) – 1 à 1,5 milliard de personnes – participent aux flux d'immigration et, par là même, au réchauffement climatique dans les pays avancés. Croissance économique, croissance technologique, mesures prises en faveur d'une régulation efficace de ces mouvements turbulents au regard d'un environnement devenu de plus en plus fragile, tels sont les enjeux auxquels l'humanité et ses responsables sont confrontés en toute urgence, bien du temps ayant déjà été galvaudé par d'insouciantes négligences. Rien de plus écœurant alors que cette récupération du réchauffement de la planète par la marque italienne de prêt-à-porter Diesel en tant qu'argument de vente : le réchauffement serait le bienvenu, puisqu'il permettrait aux humains des climats jusqu'alors tempérés de se promener toute l'année durant avec des corps bronzés et sexy. Sur son site Internet, Diesel en fait sa publicité, un domaine médiatique qui, de façon générale et à l'échelle mondiale, pousse de plus en plus loin l'ambivalence et le cynisme des codes.

Le développement exponentiel constant, le comportement provocateur en matière de politique énergétique, la croissance pour la croissance, la recherche de la puissance pour la puissance, pour la domination et non pas pour un équilibre stable tenant compte des exigences de la nature et de ses ressources limitées, vont à l'encontre d'un développement raisonné. Le « *deus ex machina* », la transformation de Dieu en une machine, a déclenché, libéré des forces difficilement maîtrisables. Dans *Faust*, Goethe évoque déjà ces dieux maudits auxquels le « Doktor Faustus » s'est voué pour ne plus être apte à s'en dégager (« *Die Götter, die ich rief, werde ich nicht mehr los* »). La course à l'énergie est telle que le nucléaire est censé être remplacé par le plutonium dès qu'il sera en fin de course. Violence (Sen, 2007) et barbarie remplacent de plus en plus le sens de la mesure, au bénéfice de l'« *hybris* » déjà fort redoutée dans la société de la Grèce antique, qui est allée jusqu'à ostraciser Alcibiade, accusé de démesure politique.

La notion de développement durable est certes une réelle provocation, toute personne avisée sachant qu'« en ce bas monde » rien n'est durable, à plus forte raison le développement qui, par essence, ne saurait ni s'arrêter à un moment considéré comme optimal ni continuer à se déployer uniquement dans des circonstances optimales. Indépendamment de ses effets « tarte à la crème », pour lesquels cette notion est fréquemment choisie, elle témoigne toutefois d'un changement de mentalité, puis de comportement, consécutif à de multiples prises de conscience des dangers encourus par l'humanité, ainsi que d'une volonté plus ou moins soutenue de contrer les orientations prises surtout depuis l'ère industrielle. *Le grand enjeu actuel est fondé sur la recherche d'un développement aussi équilibré et durable que possible triomphant sur l'éphémère*. Il n'en demeure pas moins que depuis qu'il a été lancé publiquement, il y a deux décennies environ, le terme de développement « durable » (« *sustainable* » en anglais, « *nachhaltig* » en allemand), impliquant une vision fondée sur la trilogie équilibrée « environnement-économie-société », a été tellement galvaudé, parce que suivi de trop peu d'effets concrets, pour qu'il n'interpelle pas en faveur d'un sérieux resaisissement, d'un vrai passage de l'existant intolérable vers des formes de développement efficaces à plus long terme.

Le terme « développement durable » en langue française ne reflète pas, en effet, la relativité véhiculée dans son libellé originel en anglais ou en allemand, où l'accent est mis sur le fait que la vision nouvelle du développement s'appuie sur des projections auxquelles les experts confèrent les qualités d'une prospective couvrant un temps à venir aussi long que possible, ce qui est bien plus réaliste que l'affirmation péremptoire, sans nuance, exprimée par le mot « durable ».

En tout cas, les formes de développement efficaces à plus long terme ne sauraient être l'apanage des dictatures : *aucun État totalitaire n'a réussi économiquement dans la durée*. Mais l'idée un peu fautive de l'incapacité du politique face au financier est à récuser aussi. La suppression des marchés de change en Europe a renforcé la puissance politique. Une institution telle que la Banque centrale européenne est, par exemple, l'expression du pouvoir politique, préoccupée par les marchés financiers, appelée à ancrer les anticipations des individus dans l'avenir réel.

Amartya Sen, prix Nobel indien, a insisté sur le fait en somme révolutionnaire parce que peu pratiqué, que *l'économie est une science sociale*. L'indice de développement humain ne prend pas uniquement en compte le pouvoir d'achat et le revenu, mais l'éducation-formation, la santé, les libertés... En ce qui concerne l'environnement naturel, il convient de *savoir raison garder* et de ne tomber ni dans le catastrophisme de fin du monde orchestré, à titre vénel, par une médiatisation outrancière, ni dans un laxisme générateur, à coup sûr, d'irréremédiables et irréversibles catastrophes à vocation permanente (Dorize, 2007). La géographie demeure incontournable en tant que science sociale des rapports de l'espace et du temps, des relations des peuples et sociétés aux territoires. Penser l'espace, les territoires, requiert cependant une constante adaptation méthodologique face aux profondes mutations du monde, en accélération croissante (Lévy, 1999). La géographie des logiques, des comportements, des lieux, dans leur diversité grandissante, leur évolution accélérée sont désormais fort éloignées des anciennes préoccupations statiques et des territoires bien délimités (Lévy, 2000).

Tout est, en fin de compte, à base géopolitique, depuis les ressources, leur localisation et leur inégale répartition, jusqu'aux usages qui en sont faits en fonction des besoins des sociétés, vitaux et non, artificiels et superflus, expression d'un certain niveau de civilisation ou/et d'idéologies exprimant la volonté de puissance, de domination... Si le Fonds monétaire international a visé jusqu'à présent principalement la rentabilité du capital, l'Organisation mondiale du commerce tente de rééquilibrer la croissance et le social, qui peuvent aller de pair selon Aguilhon, en s'appuyant sur les États. La confrontation sans passion excessive des cultures est susceptible de conduire petit à petit à un consensus permettant de susciter une complémentarité entre l'universalité et les particularités.

Le mouvement du présent ouvrage part de la fixation des termes pour traiter successivement l'historique et la géopolitique dans une partie générale, puis l'évolution présente dans ses rapports sectoriels au thème, pour déboucher sur une approche territoriale et zonale.

## Orientations bibliographiques

- Sen A., *Identité et violence*, 2007, Paris, Odile Jacob, 270 p.
- Bonnafous A., 1999, *Les transports et l'environnement, vers un nouvel équilibre*, Paris, Rapport pour le Conseil national des transports.
- Dorize L., *Le climat, objet de curiosité et de polémiques*, 2005, Paris, Ellipses 126 p.
- Gauchon P., *Les capitalismes américain, européen et japonais en compétition*, 1995, Paris, PUF, coll. « Livret Major », 32 p.
- Houdu M., Ravet H., *La mondialisation*, 2005, Paris, Ellipses, coll. « Culture générale », 96 p.
- Kramer R., *Gesellschaft im Wandel – Eine sozioethische Analyse*, 2007, Berlin, Duncker & Humblot, coll. „Sozialwissenschaftliche Schriften“, 42, 243 p.
- Laudicia P., *Le désordre du monde*, 2005, Paris, Vuibert, 222 p.
- Laufhütte H., Lüdeke R. (dir.), *Werte, Wohlfahrt und das gute Leben – Philosophen und Ökonomen im Ethik-Diskurs*, 2002, Berlin, Duncker & Humblot, coll. „Erfahrung und Denken“, 90, 167 p.
- Lévy J., *Le tournant géographique – Penser l'espace pour lire le monde*, 1999, Paris, Belin, 400 p.
- Lévy J., *Logiques de l'espace, esprit des lieux*, 2000, Paris, Belin, 352 p.
- OCDE, *Les naufragés du développement: l'obligation d'agir*, 2007, Paris, fichier Internet « The Bottom Billion ».
- Randle P.H., *Soberania global – A donde lleva el mundialismo? (« Souveraineté globale – Où nous mène le mondialisme? »)*, 1999, Buenos Aires, Ciudad Argentina, 350 p.
- Wackermann G., *La mondialisation*, 2007, Paris, Ellipses, coll. « CAPES/Agrégation », 288 p.
- Wackermann G. (dir.), *La mondialisation en dissertations corrigées*, 2006, Paris, Ellipses, coll. « CAPES/Agrégation », 384 p.
- Wackermann G. (dir.), *La géographie des risques dans le monde*, 2005, Paris, Ellipses, coll. « Carrefours-Les dossiers », seconde édition, 501 p.
- Wackermann G., *De l'espace national à la mondialisation*, 1995, Paris, Ellipses, 192 p.

# Variations sur le terme et son contenu

---

Gabriel Wackermann

## I. Au cœur et aux marges de la notion

### A. Le fondement éthique

*Il n'y a guère de progrès réel, durable, sans que la pensée et l'action n'aient un fondement éthique* (figure 1). Dans son traité philosophique, Abélard précise que le principe fondamental de l'éthique repose sur la volonté, qui régit « la moralité des actions humaines ». Montaigne nous a appris que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme ». Pour Diderot, l'éthique politique a deux objets essentiels, la culture de la nature intelligente et l'institution du peuple.

Selon Jean-Paul Sartre, « l'éthique bourgeoise ne dérive pas de la Providence : ses règlements universels et abstraits sont inscrits dans les choses ». Pour André Malraux, « le bouddhisme et le christianisme [sont des] religions éthiques plus que métaphysiques ». Albert Schweitzer replace, à sa façon expérimentée et réfléchie, l'éthique au premier plan des préoccupations sociétales et des valeurs civilisatrices (encadré 1).

---

#### ENCADRÉ 1. CIVILISATION ET ÉTHIQUE

« Jusqu'à présent, dans chaque pas en avant accompli par la civilisation, il s'agissait toujours de processus où les forces de progrès étaient impliquées dans presque tous les domaines de l'existence. De grandes réussites dans les arts, l'architecture, l'administration, l'économie, l'industrie, le commerce, la colonisation allaient de pair avec un essor intellectuel qui engendrait une conception du monde au niveau supérieur. Le ralentissement du mouvement de la civilisation se manifestait aussi bien sur le plan matériel que sur le plan éthique et spirituel, et sur le premier, en général plus tôt que sur le second...

Quant au mouvement culturel qui s'amorce à la Renaissance, les forces matérielles de progrès y rivalisent côte à côte avec des forces éthiques et spirituelles en une sorte de course compétitive jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle... Notre époque, dans son insouciance, en est arrivée à penser que la civilisation consistait avant tout en réalisations pratiques, scientifiques, techniques, artistiques et qu'elle pouvait bien se passer d'éthique ou n'en garder qu'un minimum. »

Albert Schweitzer, *La civilisation et l'éthique*, 1976, Colmar, Éd. Alsatia, p. 56-57.

---

*L'éthique est en danger lorsque les moyens font oublier la finalité, lorsque la technique l'emporte sur l'esprit, lorsque l'homme ne maîtrise plus l'outil ou lorsque le progrès est assimilé, selon l'expression de Bergson, « aux commodités », à moins qu'il ne réponde à la volonté de puissance et de domination de facture nietzschéenne.*

L'éthique est une notion qui impose la prudence. Le géographe Maximilien Sorre, loin de se retrancher derrière une froide objectivité qui n'aurait pas de sens dans les sciences humaines, s'est posé néanmoins la question de savoir si, pour bien observer, il fallait se placer en dehors de l'humanité et « embrasser les choses dans une contemplation olympienne ». Puis, constatant qu'il devait étudier la peine des hommes et la voie douloureuse de l'espèce humaine, il s'interrogea : « Le géographe sentirait-il la grandeur et la rudesse de l'effort, et sa beauté, s'il cessait d'être un homme, s'il dépouillait cette humanité dont nous sentons la présence dans toutes les pages de Vidal de la Blache, s'il renonçait à cet esprit de miséricorde qui illumine l'œuvre d'un Reclus ? On ne considère pas froidement l'ascension de l'humanité hors de l'animalité, ce tragique destin d'un effort incomplet qui ne parvient pas à se coordonner, cette succession d'équilibres rompus à peine établis, ce déchaînement de l'esprit poussé par son propre mouvement... Notre discipline, à nous géographes, est la plus humaine de toutes. Elle enregistre des heures fugitives. Toutes les heures de l'humanité, aujourd'hui plus que jamais, sont des heures singulières. Jamais elles ne se répètent : aimez ce que jamais on ne verra deux fois » (« Les fondements de la géographie humaine : les fondements techniques », 1948). *Le scientifique sait demeurer scientifique sans renier sa sensibilité, son éthique, bien au contraire.*

Les immenses bouleversements qui affectent depuis quelques décennies l'humanité et son environnement requièrent plus que jamais un recours à des principes de comportement communs, dans la mesure où la vie est mise constamment en cause au quotidien et à terme, où la liberté individuelle et collective est régulièrement menacée, où les imposantes mutations inhérentes aux percées scientifiques et technologiques ne cessent de remettre en question dans son essence le « pré carré » humain, interpellant tant les milieux politico-administratifs que scientifiques. Les déontologies sont mises à rude épreuve, une clarification et des balises s'imposent. Le développement, consécutif au progrès, prend du sens dès lors qu'il ne saurait évoluer n'importe comment, puisque la dignité humaine, les valeurs sociétales sont en jeu. À ce titre, il importe de savoir de manière impérative vers où l'on va. La boussole, outil éminemment géographique comme repère de l'orientation physique, est aussi requise à titre symbolique pour l'orientation des mentalités et des comportements.

*L'éthique en appelle au développement durable et repose sur un consensus.* Qui dit consensus dit, d'une certaine façon, un compromis, une démarche qui diffère de la morale, imposée par une religion, une idéologie, un pouvoir central. Personne ne saurait se dérober aux exigences éthiques. L'honneur et l'efficacité de la démocratie passent par une vision et une action humanistes à long terme, une éthique en somme. Si le scientifique doit demeurer totalement indépendant dans ses investigations, il ne saurait se soustraire à des principes éthiques. À ce titre, le « consensus de Washington » (encadré 2, repris presque mot à mot de notre ouvrage de l'an 2000 – *op. cit.* – tellement il est demeuré d'actualité), élaboré au début des années 1970, est mort en 1998, l'ultralibéralisme qui a constitué sa base ne pouvant être éthiquement admissible.

---

### ENCADRÉ 2. LE « CONSENSUS DE WASHINGTON »

Le « consensus de Washington » est une démarche politico-économique fondée sur une réflexion théorique élaborée au début des années 1970, en réaction à l'orthodoxie keynésio-classique qui, appuyée sur la Banque mondiale, surtout à l'époque du président Kennedy, a dominé les conceptions macro-économiques depuis les années 1950. La crise de la dette a mis en doute et en cause les principes keynésiens qui ne parvenaient pas à régler minutieusement l'économie et à garantir une croissance saine, porteuse de création d'emplois et de garanties anti-inflationnistes.

Le choix effectué alors en faveur d'une alternative porta sur une réduction aussi importante que possible du rôle de l'État et sur la vocation déterminante du marché concurrentiel. C'était donner raison aux monétaristes de Chicago qui, durant les années 1930, lorsqu'il s'agissait de sortir de la grande crise, s'opposaient aux keynésiens de l'université de Cambridge. Les présidents américains Reagan et Bush Sr., le premier ministre britannique Margaret Thatcher se situèrent dans le sillage de ce courant : celui-ci fut un mélange assez curieux de théories économiques inspirées des thèses monétaristes de Milton Friedman et de réseaux politiques appelés à les mettre en application, sous la pression des grands groupes multinationaux qui n'aspiraient qu'à la mondialisation de l'ultralibéralisme.

Le bras politique de ce système fut la Maison blanche, appuyé sur la Réserve fédérale et les conseillers de l'école monétariste qui occupèrent très vite des postes-clés dans les institutions financières internationales. Wall Street, en association étroite avec le Département d'État américain, parvint à faire confier la gestion de la crise au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale. D'étroits liens se créèrent alors entre le pouvoir économique et le pouvoir politique, qui aboutirent à la conversion de bon nombre d'économistes américains à ce que l'on a fini par appeler « le consensus de Washington », terme utilisé pour la première fois, en 1990, par l'économiste américain James Williamson. Ce consensus exprimait un droit à penser et un devoir de gouverner dans le cadre d'une vérité dite unique, reflétant une convergence universelle entre les doctrines et les politiques économiques. En vertu de cette convergence partagée par les économistes, universitaires et praticiens en grand nombre, le nouveau système américain prétendait imposer des orientations communes à toutes les réformes économiques prescrites comme remèdes aux difficultés monétaires des pays d'Amérique latine, voire de ceux des autres continents. Les principes en furent les suivants : rigueur budgétaire et fiscale,

réduction des dépenses publiques, libéralisation des échanges et des marchés financiers, privatisation des entreprises publiques, dérégulation générale.

Les « money doctors » triomphèrent et se confortèrent à la faveur des succès remportés, jusqu'au moment où les ravages induits par ce cheminement – chômage croissant, fragilisations régionales et nationales – ainsi que la crise asiatique ont suscité dans certains milieux de la Banque mondiale et du FMI même une contestation du marché libre intégral et une réflexion relative à la mise en place de mécanismes protecteurs publics. « Le “consensus de Washington” est mort en 1998 » selon Jacques Sapir, directeur d'études en sciences sociales, qui s'interroge sur la suite à donner : « La véritable question maintenant est de savoir par quoi le remplacer. Là aussi il faut recréer une base d'accord minimale entre les économistes, rebâtir un concept moins doctrinaire ».

---

## **B. La longue durée**

*Le développement durable s'inscrit dans la longue durée avec une triple dimension, environnementale, socio-économique et culturelle.* Toute interférence à court ou moyen terme susceptible de contrer les objectifs validés à long terme remet en cause la cohérence et la crédibilité des projections et programmes requérant le long terme pour réussir.

Signalons d'emblée que toutes les formes de guerre sont perturbatrices du développement durable, engloutissent des crédits considérables investis pour la destruction des biens et pour la promotion de l'homme. L'exemple de la militarisation des Proche- et Moyen-Orient est éloquent à ce sujet : les États-Unis ont prévu un budget minimum équivalant 46 milliards d'euros pour la période 2007-2016, dont les bénéficiaires seront l'Arabie Saoudite, l'Égypte, le Koweït, Bahreïn, le Qatar, Oman et les Émirats arabes unis. L'aide allouée à Israël doit atteindre pour la même période une trentaine de milliards de dollars. Mais Israël est le premier fournisseur d'armes de la Colombie. En 2007, la France a signé avec la Libye un contrat de 168 millions d'euros pour l'achat de missiles antichars Milan à la firme MBDA, contrôlée par EADS, Finmeccanica et BAE Systems. Un autre contrat porte sur 128 millions d'euros pour l'acquisition d'un système Tetra de communication radio près d'EADS. Le Niger est inquiet de cette aide à l'armement libyen, d'autant plus que le président Kadhafi revendique depuis peu environ 30 000 km<sup>2</sup> de territoire nigérien riche en pétrole et en uranium...

Des firmes européennes et américaines livrent des pièces, ainsi que de la technologie de pointe pour la construction du nouvel hélicoptère de combat chinois Z-10, sans connaître la destination de cet appareil et tout en sachant que la Chine a déjà vendu des appareils de combat au Soudan.



La religion économique a déjà banalisé ce genre d'attribution prélevée sur les impôts payés par les contribuables : elle parle du commerce ou du « business » de la mort ; elle parle aussi du négoce pyromane des États-Unis au Proche-Orient. Le commerce des armes, plus florissant que jamais, a été appelé à atteindre un montant global de l'ordre d'environ 1 060 milliards de dollars en fin d'année 2007.

Le long terme est l'une des préoccupations constantes du développement durable. Il requiert la détermination des acteurs à agir dans ce sens dès que les objectifs sont fixés. Toute attente est préjudiciable à la mise en œuvre de ceux-ci. Le développement vraiment efficace s'inscrit obligatoirement dans une perspective à long terme en vue de répondre à des exigences socio-spatiales compatibles avec une éthique fondée sur le respect de l'homme dans son environnement. Soyons cependant prudents : « Ce n'est qu'à long terme, c'est-à-dire dans quelques générations, que nous pouvons savoir si notre façon de concevoir la gestion des ressources disponibles a été vraiment durable » (Lambrecht & Thierstein, 1998).

Méditons, entre autres, les approches suivantes :

- « la durabilité est un processus de changement dans lequel l'utilisation des ressources naturelles et économiques est en harmonie avec les besoins humains et favorise notre capacité future à les satisfaire » (Da Cunha 2003) ;
- selon le Petit Robert, est rural ce « qui concerne la vie dans les campagnes », est profond ce qui est « très marqué » ou ce qui est « très grand, extrême dans son genre ». La société rurale « profonde » de la France est présentée comme « la partie de la population qui représente la réalité la plus permanente de la culture française ».

Ce qui est profond, serait-il ringard ? S. Montagné-Villette propose une approche constructive, précisant que « le terme rural profond délimite... un espace précis... ne comporte aucun jugement de valeur et *a fortiori* aucun jugement péjoratif, ne sous-tend aucune idéologie... ; il appartient non pas au vocabulaire scientifique, mais au vocabulaire courant ». Elle en donne la définition suivante : « Est... rural profond la campagne présentant les caractères extrêmes de son genre, par opposition à la campagne périurbaine », par exemple dont les caractéristiques ont été adultérées (Bêteille & Montagné-Villette, 1996, p. 5).

### **C. La longue durée dans l'effort et le changement permanents**

*La longue durée ne signifie pas du tout*, contrairement à l'habitude prise dans les sociétés occidentales choyées par l'ère de la « sécurité sociale », les

« *avantages acquis* », autant de privilèges des pays nantis par rapport aux pays démunis. Certes, ces avantages ont été généralement gagnés par une longue lutte en faveur de l'amélioration de la condition humaine, à base syndicale et politique, à l'appui de mouvements sociaux souvent réprimés sans pitié ni prise de conscience des droits de l'être humain par le(s) pouvoir(s) en place. La lente marche de l'humanité vers l'amélioration légitime de son sort n'est pas synonyme d'intérêts corporatifs ; les acquis sont à évaluer constamment en fonction de leur pertinence, une pertinence qui est à réexaminer au fil des mutations technologiques, sociétales, biologiques. S'il est entendu qu'il ne saurait y avoir régression sociale et individuelle au bénéfice du seul profit capitaliste, il importe qu'à la faveur des progrès constants réalisés dans les divers domaines de la vie, de la santé, de la longévité, des activités, grâce à l'innovation, à la créativité, à l'imposant accroissement du rendement inhérent au monde de plus en plus automatisé, bref aux apports illimités de l'ère du savoir, les « avantages acquis » ne deviennent pas des rentes de situation ringardes et injustifiables (cf. partie I, chap. 2, C).

*La longue durée n'est pas un fait irréversible, dans la mesure où elle n'existe pas en soi.* Elle est constituée d'efforts ininterrompus favorisant l'émergence constante de séquences chronologiques de perfectionnement ne conférant ni à un lieu ni à une époque la garantie d'une pérennité de bien-être sans une contrepartie individuelle et sociétale fondée sur les exigences d'améliorations nouvelles tous azimuts. La mobilité du savoir implique de nouveaux rapports de l'humanité avec ses territoires pris « globalement » et non plus « localement » de façon unilatérale.

Dans cette ambiance, le remplacement des produits, des services, des comportements, des projections est étroitement lié à la fluidité sectorielle et territoriale. La croissance qualitative, plus que quantitative, est une exigence de consolidation des firmes. À l'instar du corps humain, dont les cellules meurent et renaissent constamment pour que celui-ci puisse continuer à s'affirmer, le devenir sociétal ne saurait déroger au principe de mutation basé sur la quête de perfectionnement ininterrompu.

Nico Stehr, de la Zeppelin-Universität de Friedrichshafen, considéré comme un précurseur de la « société du savoir », insiste sur le fait que la créativité, les facteurs cognitifs, le savoir et l'information forment la base de la réussite actuelle d'une entreprise dans les sociétés du savoir. Pour lui, société du savoir et réussite durable de l'entreprise sont étroitement liées. À ce titre, les firmes sont appelées bon gré mal gré à privilégier les emplois allant dans ce sens, dans la mesure où ceux-ci offrent une large autonomie, une réelle marge de manœuvre et de vraies responsabilités (Orth, 2007).

La complexification de l'économie et des sociétés, des rapports de celles-ci aux territoires, la diversification continue de l'imagination, donc de l'ingéniosité et de l'inventivité, de la production et de la vie sociale, ont suscité de nouvelles articulations socio-spatiales, aux contenus et contours peu stabilisés, en constante évolution, adaptation, transformation. *Les ensembles stabilisés sont de moins en moins fréquents à la faveur des mutations permanentes des structures, quelles qu'elles soient.* Les flux migratoires, sociaux et entrepreneuriaux, les mobilités culturelles et urbaines confèrent à bon nombre d'objets géographiques des dimensions en changement constant. Systèmes d'organisation et de fonctionnement, réseaux de portée continentale ou mondiale relativisent les limites, barrières et frontières physiques. Théorie et méthodologie géographiques s'en ressentent, doivent intégrer le fluide et le flou à partir des divers phénomènes de cohabitation, d'appartenance, de vécu, de perçu... La notion de distance prend de nouvelles significations en fonction des situations, des besoins, des projections socio-spatiales elles-mêmes devenues fluides. S'appuyant sur une démarche de Joël Bonnemaïson, Jérôme Monnet précise : « L'enjeu d'une géographie du fluide et du flou, c'est l'observation et l'analyse des phénomènes et des dynamiques qui ne se saisissent pas dans les cadres, plus nets et plus stables, des territoires de type institutionnel occidental, dans les aires définies par l'exercice d'une compétence (la propriété, la souveraineté, le monopole, etc.). Tous les types de mobilité humaine, du local au mondial, gagnent à être étudiés dans cette perspective, tout comme les territorialités qui ne sont pas ancrées dans la modernité occidentale » (Monnet, 2001). Ajoutons que ces objets socio-spatiaux, à la fois instables et peu matérialisés, ne sont plus essentiellement le fait des pays non-occidentalisés, de moins en moins nombreux au demeurant. Ils existent à présent dans le monde entier, à des niveaux et degrés divers, des empreintes et densités spécifiques. C'est cette évolution qui rend la durabilité plus difficile à réaliser ; *la mobilité des personnes et des choses* (Costa-Lascoux, 1989), *des relations des sociétés à leurs territoires* (Touraine, 1997), *de populations de plus en plus urbanisées* (Mondala, 2000), *l'influence quotidienne et croissante des flux immatériels* requièrent une extrême prudence dès lors que l'on entend affirmer qu'un phénomène, une structure, un système est durable.

Les réflexions suivantes soulèvent le problème des difficultés inhérentes à toute prospective :

- « le développement durable est un concept normatif. Le contenu et l'objectif du développement durable sont considérés en un moment donné, par un nombre plus ou moins important de personnes, comme les solutions les plus appropriées. Les principes et stratégies définies peuvent être réorientées

ou remplacées ultérieurement par des concepts opérationnels différents » (Lambrecht & Thierstein, 1998, p. 101-110) ;

- « parvenir à un développement durable semble particulièrement difficile pour les nombreux pays pauvres qui n'ont encore guère accès aux investissements et autres financements privés prenant aujourd'hui le chemin du monde en développement et dont le volume va croissant. L'expérience montre que l'aide ne peut se substituer à des politiques saines, ni à des stratégies ou des efforts concertés au sein des pays en question » (D. J. Johnston, *L'Observateur de l'OCDE*, juin 1997).

Il reste une incertitude certaine, un flou compréhensible, un inachèvement propre à toute pensée et toute action humaine et sociétale. *La prospective* n'est pas une certitude, mais une probabilité poussée aussi loin que possible à la faveur de paramètres scientifiques confirmés.

## II. Les notions d'accompagnement

### A. La croissance durable

François Perroux, économiste humaniste, a précisé que pour que la croissance soit possible, les changements structurels qui y sont liés doivent l'être également. R.M. Solow a ajouté : « ... la désirabilité d'un sentier dépend seulement de la consommation qu'il permet à chaque instant. Donc, pour diriger l'économie, les pouvoirs publics n'ont besoin que de contrôler la répartition du produit entre consommation et investissement... Il est plus simple d'imaginer que les pouvoirs publics prennent directement la décision de répartition comme si l'économie avait une planification centrale, et c'est ce que je ferai... En dehors de leurs possibilités d'influence sur le taux naturel de croissance, les politiques strictement économiques liées à la croissance ont une portée limitée, bien qu'importante. Un bon choix de politique économique dépend d'aspects subtils de l'environnement économique et des préférences collectives. Il n'y a aucune raison de suivre une politique parce que les Allemands, les Japonais, les Américains ou même les Anglais l'adoptent » (Solow, 1972).

Pour Nico Stehr, « le savoir et la créativité sont les fondements de la croissance future. Comment le monde du travail évolue-t-il, qui est concerné par cette évolution, où se situent les centres de la créativité?... Les capacités cognitives et les compétences sociales seront les qualifications les plus importantes dans le monde du travail de demain ». Stehr insiste sur la création de valeur à base de savoir dans notre future société, réfutant le terme équivoque